

24 février 1991 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Antenne 2, FR3, TF1 et La Cinq le 24 février 1991, sur le conflit du Golfe notamment l'offensive terrestre et les différentes propositions de paix.

QUESTION.- Monsieur le Président, chef des armées, que pouvez-vous nous dire sur ce qui se passe pour les forces des alliés ce soir ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux rien vous dire, vous le comprenez très aisément j'en suis sûr, qui pourrait nuire aux secrets nécessaires à une avance militaire sur le terrain face à l'adversaire que nous informerions. Cependant je peux confirmer les propos qui ont été tenus aux téléspectateurs par le général Roquejeoffre qui commande l'opération française là-bas, l'opération Daguet, et qui de son côté indiquait que l'avance française était d'au moins 50 kilomètres sur ce territoire où il se trouve  $\Sigma$  et que l'ensemble des autres forces, spécialement celles qui se trouvent au sud, s'était dirigé vers Koweït City, la capitale du Koweït, avait dépassé par sa rapidité les prévisions, c'est-à-dire qu'elles se trouvent en bonne position pour les heures et les jours qui suivent.

- QUESTION.- Pour les Français, plus particulièrement, nous comprenons que vous ne puissiez pas nous donner l'emplacement des unités, bien sûr, mais, en gros, est-ce que vous avez l'impression que ça se passe mieux que prévu ou moins bien ?

- LE PRESIDENT.- Mieux que prévu, mieux que prévu puisque cela va plus vite et avec moins d'obstacles que nous ne l'imaginions, ce qui ne préjuge pas bien entendu l'avenir des prochains jours.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez dit, ici même, le 7 février : cette épreuve est inévitable, elle sera dure et cruelle. Etes-vous agréablement surpris par l'état des pertes, qui seraient, nous dit-on, très légères ?

- LE PRESIDENT.- Agréablement n'est peut-être pas l'adverbe le mieux choisi, mais c'est vrai qu'au vu de cette journée, un blessé léger, par le fait d'une mine qui a explosé, c'est un résultat inespéré car, dans une opération de cette rudesse et de cette cruauté, on pourrait craindre d'autres pertes. Tout cela, je le répète, sans préjuger la suite à laquelle il faut se préparer.

- QUESTION.- Alors je voudrais, monsieur le Président, essayer de vous en faire dire un tout petit peu plus sur un point qui est symboliquement important : est-ce que les troupes alliées sont entrées dans la ville de Koweït ? Est-ce qu'elles la contrôlent ?

- LE PRESIDENT.- Là, vous m'en demandez trop. Mais si elles étaient dans la ville de Koweït, on le saurait, vous le sauriez déjà.

- QUESTION.- Monsieur le Président, comment est-ce que l'on peut expliquer cette percée rapide de 50 kilomètres dans une journée ?

- LE PRESIDENT.- Cela doit être le résultat du mois qui a précédé les événements d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'action aérienne. Peut-être, est-ce aussi une baisse du moral de la troupe adverse. Les soldats irakiens sont des gens courageux et exercés - rien ne doit être dit qui puisse laisser penser qu'ils auraient été en la circonstance de mauvais soldats - mais ils sont coupés de leurs bases, leurs liaisons sont mauvaises et ils n'ont pas toujours le ravitaillement qui convient  $\Sigma$  grâce au travail de ces dernières semaines. De ce fait, on peut comprendre qu'ils soient peut-être un peu, voire très désorganisés.

- QUESTION.- On dit communément que le noyau dur de l'armée irakienne, c'est la garde républicaine - environ 150000 hommes - qui passe pour une unité d'élite. Est-ce que les forces alliées ont déjà rencontré cette garde républicaine ?

- LE PRESIDENT.- Pas encore. Elle ne se trouve pas située dans la zone où, pendant les premiers jours de combat, se déroule l'action.\

QUESTION.- Si Saddam Hussein, et c'est apparemment le cas, n'accepte pas un arrêt des combats, jusqu'où iront les troupes alliées ?

- LE PRESIDENT.- Il y a un objectif, il n'y en a pas deux. C'est de pénétrer sur le territoire du Koweït, et, naturellement, de toutes les manières, de front et par des manoeuvres enveloppantes, ce qui exige que l'on passe par le territoire irakien, comme le font certaines troupes. Et non pas dans l'objectif d'attaquer l'Irak. Il y a la nécessité d'atteindre les troupes irakiennes qui se trouvent au Koweït ou celles qui, en Irak, se dirigeraient pour porter secours à leurs camarades de combat.

- QUESTION.- Monsieur le Président, cela ne répond pas exactement à la question en ce sens que, pour un cessez-le-feu, il faut être deux. Si...

- LE PRESIDENT.- Vous ne m'avez pas posé cette question-là...

- QUESTION.- Il me semblait que c'était la question. Alors, disons que je vais la formuler de la façon suivante : pour un cessez-le-feu il faut être deux et si, une fois défaites ces armées qui se trouvent au Koweït, Saddam Hussein continue le combat, les troupes alliées ne sont-elles pas amenées à aller plus loin ?

- LE PRESIDENT.- Elles pourraient y être amenées, mais telle n'est pas l'intention de la France, de ses alliés, et tel n'est pas le mandat des Nations unies.

- QUESTION.- Elles pourraient aller plus loin alors ?

- LE PRESIDENT.- Je croyais avoir dit le contraire. Il y a des troupes qui sont à l'heure actuelle en Irak pour la lutte contre les armées irakiennes qui protègent ou bien qui vont et viennent afin d'assurer la bataille. Cela est nécessaire et chacun le comprend. Si l'on veut tourner le dispositif le plus fort et le plus dangereux pour nos troupes, c'est bien de passer à côté. Mais l'objectif n'est pas du tout le territoire irakien. L'objectif n'est pas Bagdad, pour parler simplement.

- QUESTION.- Ce n'est pas l'objectif mais si la bataille continue ?

- LE PRESIDENT.- Je vous répète que l'ordre donné aux armées, c'est de libérer le Koweït. Le Koweït n'est pas dans la direction de Bagdad.\

QUESTION.- Monsieur le Président, certains, aux Etats-Unis, estiment que l'on ne pourra pas établir une paix durable dans la région si Saddam Hussein reste au pouvoir ? qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- L'opinion est libre. Et tout ce qu'a accompli Saddam Hussein au cours de ces années, et surtout au cours de ces derniers mois, laisse beaucoup d'inquiétude. On ne voit pas comment il se corrigerait. Mais, je le répète, notre objectif est simple, je ne vais pas le répéter, tout le monde l'a compris. Seulement, il faut bien comprendre qu'une guerre perdue, des pertes très lourdes, une destruction de fait, des réserves, des communications, des moyens militaires de l'Irak dans cette bataille voulue par Saddam Hussein - car après tout le Koweït il n'était pas obligé d'aller le conquérir - c'est cela, l'objet même du litige, cela dure depuis le 2 août de l'année dernière. Je pense que cette situation-là créerait des rapports de forces nouveaux à l'intérieur de ce pays, et que l'autorité politique, morale n'en parlons pas, et militaire de Saddam Hussein serait gravement atteinte. Mais c'est un effet induit, c'est un effet indirect de la bataille que nous menons.\

QUESTION.- Monsieur le Président, beaucoup de gens se demandent si l'on n'a pas laissé passer une chance : une chance de paix, une chance d'éviter cette bataille terrestre, une chance qui s'appelait "propositions soviéto-irakiennes" ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question, en effet, qui exige une réponse. Parce que l'opinion publique internationale fait bien de s'interroger là-dessus. Voyez-vous, l'Union soviétique a voté avec nous, depuis le 2 août, toutes les résolutions du Conseil de sécurité et des Nations unies. Douze résolutions, nous avons donc été en harmonie constante, rien ne nous a séparés. Certes

nous avons adopté, nous, une attitude active. Nous sommes dans le combat militaire, l'Union soviétique n'y est pas. Et cela ne suppose pas forcément une divergence d'appréciation. J'ai entretenu avec M. Gorbatchev des relations permanentes depuis le 2 août. Hier encore nous avons parlé ensemble trois-quarts d'heure au téléphone, vers treize heures. On ne peut donc pas dire qu'il y a différend ou qu'il y a eu différend entre nous, là-dessus. Il a estimé nécessaire, et sur ce plan-là je ne peux que l'approuver, de chercher une autre chance pour éviter la guerre, et d'user de l'influence dont il peut disposer auprès des autorités irakiennes pour les amener sur un plan qui serait plus acceptable que les propositions dont vous vous souvenez à quel point elles étaient insensées.

- J'ai approuvé cette démarche, je l'en ai remercié. C'est un plan qui nous a été soumis et sur lequel je lui ai fait remarquer, mais je n'ai pas été le seul, d'autres chefs d'Etat ont été mêlés à cette discussion, qu'il n'était pas assez précis sur quelques points, mais sur quelques points majeurs. Tenez, je vais simplement vous donner un exemple : le délai d'évacuation du Koweït, pour peu que M. Saddam Hussein en fût d'accord & en combien de temps les troupes irakiennes évacueraient-elles le Koweït ? Je le répète discussion majeure & à l'origine, certains coalisés disaient quatre jours, la France a proposé une semaine.\

QUESTION.- Et sa proposition a été retenue, dites-vous ?

- LE PRESIDENT.- Il faut le dire, une semaine, qu'est-ce que cela représente ? Les Irakiens sont venus et ont conquis le Koweït en deux jours & ils pourraient rentrer en deux jours. Ils y ont fait des travaux, ils ont emmené un matériel plus lourd, bien que nous ne soyons pas tenus d'avoir pour eux tant de délicatesse. Mais en fait, après avoir consulté tous nos experts et les chefs militaires français et étrangers les plus compétents, sept jours permettraient sans aucun doute aux troupes irakiennes d'évacuer le Koweït. Tout ce qui serait allé au-delà comme la dernière proposition de M. Gorbatchev et de M. Tarek Aziz, c'est-à-dire, le cas échéant, trois semaines, tout cela nous reportait vers la fin du mois de mars, le retour de la saison chaude, un péril supplémentaire pour nos soldats. Or, ce problème, il est posé depuis quand ? Il est posé depuis le 2 août, c'est-à-dire bientôt depuis sept mois. L'ultimatum pour la guerre, celui qui a marqué la date du 15 janvier, il date du 29 novembre & c'est-à-dire que depuis le 2 août, après les premières résolutions du Conseil de sécurité lui demandant de partir, le 29 novembre, fixant un ultimatum au 15 janvier, puis, depuis le 15 janvier, il y a eu une guerre aérienne de cinq semaines, on a vu ce qui s'est passé. Vraiment, Saddam Hussein a eu tout le temps, des délais qui rendaient cette guerre menaçante sans qu'elle éclatât, puis réelle, sanglante, destructrice. Voilà des troupes qui sont placées et qui attendent l'heure. Nos soldats vont risquer leur propre vie, et on va faire durer cela ? Non c'était trop tard, nous l'avons dit. Nous avons dit voilà les trois points les plus sensibles. C'est la durée du délai : une semaine, c'est raisonnable. C'est le fait aussi que le cessez-le-feu ne peut pas avoir lieu avant toute autre opération, mais après ou pendant & avant c'est abandonner les moyens dont nous disposons. Et enfin demander que les résolutions des Nations unies fussent abolies, effacées, avant même toute autre discussion et tout autre événement, alors que seul le Conseil de sécurité peut dire que ces résolutions ne sont plus valables. Tout cela montre bien que nous avons le devoir moral, politique et militaire d'arrêter là et de dire : si dans les heures prochaines nous n'avons pas de réponse qui convient du dirigeant irakien, alors c'est le dernier ultimatum, nous nous réservons le droit d'entrer en action quand nous le déciderons.\

QUESTION.- Monsieur le Président l'échec de l'initiative soviétique et la discrétion, pour ne pas dire plus, de l'ONU en cette période cruciale, ce qui s'est passé ces derniers jours, ont donné le sentiment, je dis bien ont donné le sentiment, que cette guerre devenait une guerre des Etats-Unis et non des Nations unies ?

- QUESTION.- Pourquoi les Etats-Unis ? Il y a aussi vingt-huit autres nations qui sont associées aux Etats-Unis dans cette action, même si les Etats-Unis représentent la force principale dans cette circonstance. Il y a bien des conflits moins importants, mais cependant redoutables. Dans d'autres circonstances, au Tchad, qui était là pour soutenir l'indépendance du Tchad en face de son adversaire, sinon la France ? Personne n'est venu l'aider. Personne n'est venu l'aider militairement, il entend, sauf le Zaïre et c'est tout. En la circonstance, les Etats-Unis remplissent

mutuellement, j'entends, sauf le Zaïre et c'est tout. En la circonstance, les Etats-Unis remplissent le rôle principal, et nous l'avons admis. Nous avons fait infléchir certaines décisions. Nous avons lutté pour la paix jusqu'au 15 janvier au soir, à la veille de la guerre. Cela dit, maintenant, lorsque le Conseil de sécurité se réunit et il était réuni depuis déjà huit jours en permanence, il travaille à huis-clos, c'est peut-être pour cela qu'on en a moins parlé, mais le Conseil de sécurité est convoqué, il peut s'exprimer. Je crois qu'on ne peut pas se servir de cet argument pour penser que nous avons voulu brusquer les choses. Mais nous ne pouvions pas remettre cette date constamment, alors que la vie et la sécurité de nos soldats sont en cause. Nous ne pouvions pas constamment retarder, retarder jusqu'au jour qui conviendrait à M. Saddam Hussein. Nous n'avions pas de raison de nous laisser conduire jusqu'à ce piège.\

QUESTION.- Oui, mais alors la Maison Blanche, monsieur le Président de la République, vient de dire aujourd'hui que la date de l'offensive `terrestre` était fixée depuis dix jours. Alors, du coup, on se demande si toute cette agitation diplomatique n'avait pas un caractère un petit peu fabriqué ?

- QUESTION.- Allons, voyons, monsieur Bromberger, exercé comme vous l'êtes aux travaux diplomatiques, vous pouvez me poser cette question ? Mais, enfin, la paix dépendait de l'acceptation par l'Irak des conditions posées par la déclaration commune des pays coalisés ! Celle qui comportait notamment ce délai de sept jours. Cette déclaration-là, elle ne comportait pas d'équivoque, c'est-à-dire que, si Saddam Hussein disait "je l'accepte", c'était la paix. Et si c'était la paix, dans l'heure qui suivait, nous indiquions à nos chefs militaires qui sont sur place qu'il convenait d'interrompre toute manoeuvre militaire qui aurait conduit dans les heures suivantes à l'attaque. Mais si c'était la guerre, cela devait se préparer. Vous n'imaginez pas que nous allions improviser entre 18h00, heure française, hier soir, et 2h00 du matin, que nous allions improviser des plans de bataille ! Oui, nous étions quelques-uns à savoir que si rien ne s'arrangeait, si toutes les tentatives de conciliation échouaient, si en même temps Saddam Hussein refusait obstinément, comme il l'a fait, de respecter les décisions des Nations unies, oui, nous savions qu'à cette date, pas exactement à quelle heure, le combat s'engagerait. C'est ce qui s'est produit. Mais comment n'aurions-nous pas préparé la guerre ? C'est une affaire sérieuse.

- QUESTION.- Vous êtes en train de nous dire, monsieur le Président, qu'il y a dans la guerre cohésion entière, parfaite entre les Français et les Américains. Est-ce que ce qu'on pourrait appeler la spécificité française reviendra quand il s'agira de discuter la paix et l'avenir de la région ?

- LE PRESIDENT.- Mais, monsieur Bortoli, on a lu assez d'articles, on a entendu assez de déclarations déplorant que la France faisait cavalier seul ou affirmait sa différence ? Je ne vais pas vous l'apprendre. Et c'est vrai que la France a affirmé sa différence, et elle a eu raison. Elle affirmait sa différence, notamment lors de son plan de paix du 15 janvier, mais en bien d'autres circonstances. Mais pendant le combat, alors que les soldats sont là ensemble, fraternellement, qu'ils luttent pour la même cause, que la sécurité de l'un commande la sécurité de l'autre, nous allons nous permettre de servir, je ne sais quel jeu de divergence ou d'opposition ? Oui, nous sommes liés, nous sommes alliés, nous respectons nos alliés et nous entendons faire ce que nous sommes engagés à faire, comme eux-mêmes l'accomplissent. Après, c'est-à-dire pour le débat de la paix, nous avons déjà dit ce que nous souhaitons, mais nous serons croyez-le, ce que nous sommes, comme nous l'avons toujours été dans notre Histoire.

- Comme nous l'avons marqué depuis la fin de la dernière guerre mondiale, eh bien nous affirmerons les objectifs qui nous paraîtront les plus justes, et personne ne nous donnera de consigne.\

QUESTION.- Pour conclure, monsieur le Président de la République, est-ce que, de cette épreuve dure qu'est la guerre, peut sortir, à travers la paix qui se dessinera, peut-être un bien ?

- LE PRESIDENT.- Mais bien entendu, et si j'ose dire, cette guerre a été rendue nécessaire, et pas par nous. Le Président irakien a choisi un mode de suicide politique et militaire, il n'a saisi aucune occasion, elles ont été multiples en 6 à 7 mois. Mais dès que nous en aurons fini je l'espère, j'espère vite, il faudra bien parler de l'Irak, il faudra bien que l'Irak vive, il faudra bien qu'il vive en paix, il faudra parler du Koweït, il faudra réparer le mal, il faudra parler du Moyen-Orient, il faudra

parler des autres conflits, parler du conflit israélo-arabe, il faudra parler du conflit ou plutôt de la situation du Liban, il faudra parler de tout ce qui touche à la paix dans cette région du monde et partout ailleurs. Eh bien, nous le ferons, et la France ne manquera pas de trouver dans sa tradition des propositions riches d'avenir qui montreront bien qu'elle a fait la guerre ni contre l'Islam ni contre les Arabes. Nous sommes d'ailleurs associés, je l'ai dit la première fois, avec beaucoup de pays musulmans et arabes dans cette guerre, et nous montrerons aussi que nous savons être logiques et qu'on ne peut pas réserver à un pays particulier en l'occurrence l'Irak, un traitement aussi dur que celui qu'il subit en oubliant d'agir avec équité lorsque d'autres conflits se proposeront à la négociation.

- Je voudrais vous dire un mot pour terminer, et je suis sûr que j'exprime votre pensée, j'exprime celle de tous ceux qui nous écoutent, une pensée pour nos soldats. Au fond, nous les aimons, nous les soutenons, je crois pouvoir dire que nous avons confiance. Dans bien des foyers français il y a des pères, des mères, des femmes, des enfants qui tremblent, qui s'inquiètent. Alors, que l'on sache, que le Président de la République pense à eux, les aide, les aidera et entend bien mobiliser la nation, pour que chacun sache qu'au moins nos soldats se sentent appuyés par la France.\